

## TABLE RONDE

# Face à un ordre mondial déstabilisé, la Suisse doit trouver sa voie

**La Suisse doit-elle lister le Hamas comme organisation terroriste? Quelle influence le conflit israélo-palestinien ou la guerre en Ukraine exercent-ils sur la politique de sécurité de la Suisse? La neutralité helvétique est-elle toujours pertinente? Telles ont été les questions abordées hier à Bienne lors d'une table ronde organisée par la Fondation Gobat pour la paix.**

Quelle politique de sécurité pour la Suisse? Tel était le thème de la table ronde à laquelle avaient été conviés hier soir l'ancienne conseillère fédérale et présidente de la Fondation Gobat pour la paix Micheline Calmy-Rey ainsi que les conseillers nationaux Manfred Bühler (BE/UDC) et Nicolas Walder (GE/Les Verts). L'actualité au Proche-Orient s'est inévitablement invitée dans le débat, suivi par une vingtaine de personnes seulement dans l'aula du gymnase de Bienne et du Jura bernois.

C'est tout d'abord la question de l'attitude que doit adopter la Suisse face à la situation en Israël qui a occupé les intervenants, sollicités par le modérateur Yves Petignat. Si, pour Manfred Bühler, il est évident que la Suisse doit aujourd'hui classer le Hamas comme organisation terroriste, ce n'est pas l'avis défendu ni par Micheline Calmy-Rey, ni par le Genevois Nicolas Walder.

«Même si on est bien loin de parler d'un accord de paix, il n'empêche que des négocia-



Manfred Bühler, Micheline Calmy-Rey et Nicolas Walder (de gauche à droite) ont débattu de la politique de sécurité lors d'un débat modéré par Yves Petignat (tout à droite). PHOTO CLR

tions ne seront possibles que si le dialogue reste ouvert avec tous les acteurs, y compris avec le Hamas», a rappelé l'ancienne conseillère fédérale en charge des affaires étrangères. «Mettre cette organisation sur une liste terroriste ne fera que limiter nos capacités de dialogue avec elle», a-t-elle insisté, rappelant par ailleurs que la Suisse ne peut mettre sur une telle liste que des organisations décrétées interdites par les Nations unies. «C'est notre façon de gérer notre neutralité. Or pour l'heure, il n'y a qu'Al-Qaida et l'État islamique qui sont frappés de ce statut.»

## Questions d'argent

Nicolas Walder, de son côté, a insisté: «Ce n'est en tout cas pas en coupant l'aide aux organisations présentes dans la bande de Gaza que nous enlèverons des moyens au Hamas.

Ce serait au contraire une catastrophe pour la population palestinienne. Si nous voulons



**La sécurité commence par la promotion de la paix.»**

éviter de donner des moyens au Hamas, c'est plutôt en contrôlant mieux les flux financiers qui passent par la Suisse que nous pouvons agir», a-t-il plaidé. Il a rappelé que lorsque la gauche veut lutter contre le blanchiment d'argent, «ce n'est pas juste pour embêter les banquiers suisses, mais bien pour lutter contre le terrorisme». Pour le conseiller natio-

nal genevois, la Suisse doit absolument limiter sa coopération économique avec certains États. Le laxisme envers la Russie dans ce domaine «fait qu'aujourd'hui, pour chaque franc d'aide à l'Ukraine, il y en a 17 qu'on paie en impôts à la Russie», a-t-il déploré.

## Pays déstabilisants

Les trois interlocuteurs se sont en tout cas accordés sur un point: l'ordre mondial établi au sortir de la Seconde Guerre mondiale est aujourd'hui sérieusement mis à mal. «Il y a clairement des tentatives de certaines puissances (notamment la Chine, la Russie ou encore l'Iran) de déstabiliser le monde, en remettant en cause l'ordre mondial et le droit international», a relevé Nicolas Walder.

Face à cette situation, la neutralité de la Suisse est-elle encore possible? «Il s'agit

d'une neutralité armée, pas politique. Cela veut dire que nous pouvons parfaitement (nous le devons, même) condamner une agression aussi inadmissible que celle perpétrée par le Hamas en Israël», a rappelé le conseiller national Genevois.

Manfred Bühler, lui, s'est dit convaincu que la Suisse devait poursuivre sur la voie certes difficile de la neutralité, qui permet de rester un interlocuteur pour tout le monde, plutôt que d'opérer un rapprochement avec l'OTAN et de jeter 150 ans d'histoire à la poubelle.

## Appel à une neutralité plus lisible et cohérente

Micheline Calmy-Rey, pour sa part, a appelé à appliquer la neutralité de façon beaucoup plus lisible et cohérente pour la communauté internationale. «Là, on reprend des sanctions, mais pas trop. On louvoie un peu. Alors soit on décide d'appliquer clairement cette neutralité armée, en condamnant et en reprenant les sanctions quand ça s'impose, soit on estime qu'elle ne nous garantit plus une certaine sécurité et, alors, on se rapproche de l'OTAN.»

Et la sécurité de la Suisse, dans tout ceci? Pour Manfred Bühler, il faut pouvoir se défendre et être un maximum indépendant, tout en soignant les relations avec certains États qui pourraient nous venir en aide, l'indépendance totale n'étant pas possible pour un petit pays comme la Suisse.

Le mot de la fin est revenu à Nicolas Walder: «La sécurité, ça commence par la promotion de la paix, de la démocratie et du droit international.»

Il y a encore du travail.

CÉLINE LO RICCO CHÂTELAIN